

Le refus de la Ville de Montréal d'étendre la fluoration à tous les citoyens

Quels intérêts défendent Gérald Tremblay et Alan DeSousa ?

Montréal, le 12 octobre 2005- La présidente de la Coalition de Montréal pour des dents en santé, le Dr Stéphane Schwartz, s'est dite extrêmement déçue des réponses données par le responsable de la gestion de l'eau à la Ville de Montréal hier soir au Conseil municipal concernant la fluoration de l'eau à Montréal.

Le Dr Schwartz, qui est aussi directrice de la Clinique dentaire de l'Hôpital de Montréal pour enfants, s'est présentée devant le Conseil municipal afin de demander pourquoi la Ville de Montréal refusait toujours de fluorer l'eau sur l'ensemble de son territoire alors qu'elle le fait à l'usine de filtration qui dessert Dorval et Pointe-Claire. « Monsieur DeSousa nous dit qu'il faut étudier toutes les avenues, analyser toutes les facettes d'un dossier qui est pourtant réglé pour les citoyens de l'Ouest de la Ville. Je commence à croire que ceux qui pensent qu'il y a deux classes de citoyens à Montréal ont raison » affirme le Dr Schwartz.

Des milliers d'enfants montréalais sont aux prises avec une augmentation de la carie dentaire. Dans les quartiers où l'eau n'est pas fluorée c'est entre 25% et 50% des enfants qui ont en moyenne 14 faces dentaires cariées. « Messieurs Tremblay et DeSousa savent que les autorités de santé publique ici au Québec et au Canada ainsi que l'Organisation mondiale de la santé reconnaissent que la fluoration est le meilleur moyen de diminuer de manière significative, plus de 40%, le taux de caries, et ils refusent toujours d'étendre cette mesure à l'ensemble de la population ce qui prive, entre autres, les enfants des quartiers défavorisés de la meilleure protection que puisse offrir la santé publique. C'est de l'abus contre les enfants. Pourquoi ? » se demande la présidente de la Coalition.

La Coalition dénonce l'attitude de M. DeSousa qui disait hier soir au Conseil municipal que les élus municipaux n'avaient pas les qualifications requises pour bien juger ce dossier, tout en demandant à la présidente de la Coalition de déposer au Conseil les études sur les impacts du fluor. « Si les élus sentent qu'ils n'ont pas la compétence nécessaire pour décider d'étendre ou non la fluoration à tous les citoyens, pourquoi M. DeSousa veut-il que nous déposions au Conseil municipal les études sur les avantages du fluor ? »

« Toutes les autorités compétentes en matière de santé publique recommandent la fluoration, alors que nos élus municipaux qui se disent pourtant incompetents décident volontairement de laisser nos enfants sans protection adéquate. Il faut donc se demander quels sont les intérêts que défendent l'administration Tremblay » continue le Dr Schwartz. « Ce ne sont certainement pas ceux des enfants qui ne votent pas. »

« Ce matin, je ne saurai quoi dire aux parents des enfants qui viendront à la clinique dentaire de l'hôpital, la plus importante en Amérique du nord, et qui sont désarmés de

voir leurs enfants souffrir pendant des semaines et des mois. Je devrais leur dire que le maire Tremblay à qui j'adressais mes questions au Conseil municipal ne s'est même pas efforcé de répondre à celles-ci, laissant nonchalamment le soin de le faire avec beaucoup d'inélégance à M. DeSousa . Je devrai peut-être leur dire que le maire de notre Ville est plus prompt à sauver les jeux aquatiques qu'à sauver leurs enfants? »

Hier soir, une trentaine de membres de la Coalition qui accompagnaient le Dr Schwartz s'interrogeaient sur les motivations de l'administration municipale. Est-ce parce que le parti de Pierre Bourque a pris position avant l'UCIM que ce parti s'entête à ne pas prendre de décision? Est-ce parce qu'il y aurait un lobby secret d'industriels qui utilisent l'eau filtrée à Montréal qui ne veulent pas de fluor ? Est-ce parce que la Ville de Montréal a plus à cœur la santé des tuyaux que la santé des enfants ? Est-ce parce que les autorités municipales sont plus sensibles aux arguments de peur soulevés par les quelques opposants à la fluoration qu'aux études documentées et validées par les autorités de santé publiques ?

Pour la présidente de la Coalition de Montréal pour des dents en santé, si le comité exécutif de la Ville se sent incompetent pour prendre une décision, alors qu'il organise immédiatement des audiences publiques sur cette question dirigées par des scientifiques reconnus afin que l'on mette fin aux tergiversations politiques qui ne font que perdurer la souffrance des enfants.

-30-

Source : La Coalition de Montréal pour des dents en santé
Éric Chalifoux
(514) 963-3368
www.dentsensante.qc.ca